

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80
Présents : 56
Pouvoirs : 16

CONSEIL DE TERRITOIRE SÉANCE DU 10 AVRIL 2018 A 20H

Délibération CT2018/04/10-16 - Recours au contrat d'apprentissage au sein de la direction du développement économique dans le cadre du transfert à l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est de la compétence développement économique

Rapporteur : Michel TEULET, Président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 4 avril 2018

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMOZIGH Joëlle, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLI Rolin, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, DESHOGUES Monique, EPINARD Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, ISCACHE Martine, ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MILOTI Donni, PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. ALLEMON Eric (pouvoir à HELENON Joëlle), AMORE Félicité (pouvoir à LE TALLEC Bernard), ARCHIMEDE Pierre, BENTAHAR Abdelkader, BOUCHER Martine (pouvoir à CLAVEAU Michèle), BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale (pouvoir à JARDIN Anne), BOUVARD Jacques, CALMEJANE Hélène, CARBONNELLE Serge, DELORMEAU Christine (pouvoir à TAYEBI Samira), FAUBERT Jacques (pouvoir à AMOZIGH Joëlle), HUART Marie-Claude (pouvoir à BARTH Franck), LE MASSON Gilbert (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à FICCA Grégory), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte (pouvoir à RICHARD Stéphanie), MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à BORDES Roselyne), MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à KLEIN Olivier), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), PIETRASZEWSKI Jean-Jacques (pouvoir à BARRAUD Amélie), SCHUMACHER Alain (pouvoir à REYGNAUD Marie-Françoise), THIBAULT Magalie.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ivan ITZKOVITCH

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

VU le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

VU le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

VU l'avis donné par le Comité Technique, en sa séance du 27 mars 2018,

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration,

CONSIDÉRANT que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre,

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui,

CONSIDÉRANT qu'à l'appui de l'avis favorable du Comité Technique, il revient au Conseil de territoire de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage.

DÉCIDE de conclure dès le 1^{er} avril 2018, un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Direction	Nombre de poste	Diplôme préparé	Durée de la formation
Direction du développement économique	1	Master 2 développement urbain intégré	Du 01/10/2017 au 30/09/2018


DIT que la dépense est prévue au budget principal.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 10/04/2018

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

16 AVR 2018

Le Président,

Michel TEULET

